

**Convention collective**  
**IDCC : 9111. – EXPLOITATIONS AGRICOLES**  
**DE LA ZONE CÉRÉALIÈRE**  
**(Aude)**  
**(12 juillet 1978)**  
(Etendue par arrêté du 23 mai 1979,  
*Journal officiel* du 3 juin 1979)

---

**AVENANT N° 99 DU 2 DÉCEMBRE 2015**

NOR : AGRS1697094M  
IDCC : 9111

---

Entre :

La section des employeurs de main-d'œuvre du syndicat des exploitants agricoles du Lauragais,  
D'une part, et

La section départementale du syndicat FO des salariés de l'agriculture de l'Aude ;  
Le SYNFOCA (syndicat FO des cadres de l'agriculture) ;  
La CFTC-Agri ;  
La CFE-CGC Agri de l'Aude ;  
Le SNCEA CFE-CGC AFNCA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux de la zone céréalière de l'Aude ont décidé d'appliquer les dispositions de l'accord national du 10 juin 2008 en ce qui concerne la complémentaire santé et de rendre l'option n° 1 obligatoire pour l'ensemble des entreprises et des salariés relevant de cet accord.

Le présent avenant a pour objet de formaliser cette décision.

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'article 32.2 « Garantie complémentaire frais de santé au profit des salariés non cadres » sont abrogées et remplacées par le texte suivant :

« Les salariés non cadres bénéficient à titre obligatoire du niveau de garanties de l'option n° 1 du dispositif frais de santé tel que prévu par l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

De ce fait, les employeurs et salariés relevant de la présente convention collective sont tenus d'appliquer l'ensemble des dispositions prévues par l'accord national modifié du 10 juin 2008 précité, uniquement pour le dispositif frais de santé.

Les garanties de l'option nationale n° 1 de l'accord national du 10 juin 2008 (nature et montant des prestations) sont présentées en annexe V. »

L'annexe VI « Les ayants droit pouvant être couverts par une extension familiale » est supprimée et est remplacée par l'annexe VI « Les dispenses du régime de protection sociale complémentaire ».

L'annexe VII « La portabilité » est conservée (cf. avenant n° 95 du 23 octobre 2014).

## **Article 2**

Une fois le délai d'opposition expiré et à condition qu'il n'y ait pas d'opposition majoritaire, les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Le présent avenant prendra effet à compter du premier jour du trimestre civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

## **Article 3**

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé à l'unité territoriale de l'Aude de la DIRECCTE, 320, chemin de Maquens, CS 70069, 11890 Carcassonne Cedex 9.

Fait à Carcassonne, le 2 décembre 2015.

(Suivent les signatures.)